

Le gouvernement Michel cherche son second souffle

Il se réunit en séminaire, ce samedi, pour dresser le bilan de son action.

L'exécutif devrait annoncer des mesures sur lesquelles il se penchera à partir de la rentrée.

"La Libre" dresse son bulletin sur base de quelques indicateurs clés.

Une com' positive dans un contexte budgétaire morose

Le Premier ministre Charles Michel (MR) a voulu organiser un momentum politico-médiatique et délivrer un message positif avant la trêve estivale. Il a choisi de convier son gouvernement à un "séminaire" qui se déroulera durant toute la journée de samedi à Val Duchesse.

Les ministres et secrétaires d'Etat sont invités à participer à différents ateliers qui démarreront à 9h par les matières socio-économiques. Après le repas de midi, ils attaqueront les volets sécurité, justice, asile et immigration, avant de se pencher sur les engagements internationaux de la Belgique. Chaque ministre viendra avec ses slides "bilan et perspectives" et certains feront une brève présentation à leurs collègues. On annonce l'intervention d'experts et de hauts fonctionnaires, notamment dans le domaine de la sécurité (police, renseignements, défense). Sur le coup de 16h30, une grande conférence de presse doit être menée par Charles Michel.

Contrat unique pour plusieurs employeurs

Pour dire quoi ? Que le train des réformes n'est pas à l'arrêt. Au contraire: le gouvernement Michel attaquera la rentrée chargé d'ambitions et de projets. En matière d'emploi, alors que les deux lois Peeters sont dans le "pipe", on annonce des réflexions sur les horaires flottants ou le regroupement d'employeurs. Cette dernière idée repose sur un nouveau statut juridique permettant à plusieurs entreprises d'engager une personne à l'aide d'un contrat unique. Le travailleur pourra partager sa semaine entre les entreprises partenaires. Pêle-mêle, on parle aussi de mesures en matière de bien-être au travail, de prévention du burn-out ou encore de protection du

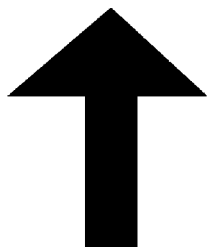
consommateur, d'encadrement de l'économie circulaire et de l'économie de partage. Un plan de "responsabilisation" de la sécurité sociale est également à venir en vue d'une meilleure allocation des moyens. Voire de dégager des économies nouvelles.

Travaux d'infrastructures pour la mobilité

A la rentrée, le gouvernement entamera une "réflexion à moyen terme" sur les investissements publics dont le recul en Belgique vient d'être pointé par le Conseil supérieur des finances. Objectif: financer, en partenariat avec les Régions et le secteur privé, des travaux d'infrastructures pour améliorer la mobilité dans le pays. De quoi dégager une solution pour la finalisation wallonne du RER, dossier sensible pour le MR. Rappelons qu'à son arrivée, le gouvernement avait décidé de réduire de plus de 20% la plupart des crédits d'investissements des services fédéraux. Assiste-t-on à un revirement? Dans l'entourage de l'exécutif, on assure que la politique budgétaire restera sur sa ligne.

Un sourire dans une ambiance post-attentats qui n'est évidente à gérer pour personne? Peut-être. Mais cette communication ne fera pas oublier "le point noir" du bilan du gouvernement: le budget et ses recettes fiscales en berne qui mettent le fédéral dans l'embarras. Le conclave annoncé pour la rentrée doit accoucher de 2,4 milliards d'euros pour ajuster la copie 2016, d'une part, et pour rédiger le budget initial de l'an prochain, d'autre part. Alors, quel bulletin peut-on dresser des quatre partis de l'équipe Michel ? "La Libre" a sélectionné quelques variables donnant une idée des bons et moins bons points socio-économiques du gouvernement fédéral.

M. Co.

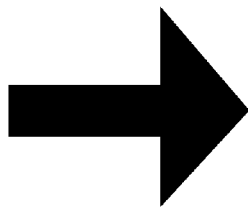


Emploi

Davantage de jobs

Sur le front de l'emploi, les nouvelles sont plutôt bonnes. La Banque nationale estime que sur l'ensemble de l'année 2015, l'emploi intérieur a gonflé de 0,9%, ce qui correspond à la mise à l'emploi de 41 400 personnes. En 2014, l'emploi avait augmenté de 0,3%.

Cette hausse n'apparaît cependant pas dans les statistiques d'Eurostat. Pour l'Office européen de statistiques, le taux d'emploi des 20-64 ans, qui était de 67,3% en 2014, a (légèrement) baissé à 67,2% en 2015. C'est notamment lié à l'augmentation de la population active. Selon le Bureau du Plan, le taux d'emploi devrait repartir à la hausse pour atteindre 69,2% en 2020 et 70% en 2021. Soit bien en dessous de l'objectif de 73,2%. Selon la Banque nationale, 114 000 emplois devraient être créés en trois ans. Le ministre Peeters y voit l'effet bénéfique du "tax shift" décidé par le gouvernement. **L. G.**

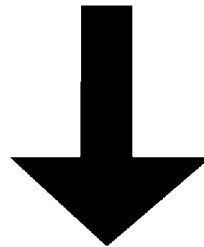


Chômage

Moins de chômeurs, mais...

Les chiffres sont bons pour le gouvernement Michel. Le taux de chômage, qui était de 8,5% en 2014 et 2015, est passé à 8,4% en mai 2016, pointe la Banque nationale. En mai 2016, la Belgique comptait 407 350 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (le niveau le plus bas depuis 25 ans), contre 458 642 en moyenne en 2014, soit une diminution de plus de cinquante mille unités. Et, selon le Conseil supérieur de l'emploi, le taux de chômage devrait chuter à 7,6% en 2018.

Cependant, si ces chiffres positifs sont la conséquence d'une reprise de l'emploi, ils sont également le fruit de différentes modifications des règles du chômage, et particulièrement de la limitation dans le temps du droit aux allocations d'insertion. Selon l'Onem (Office national de l'emploi), en 2015, 29 155 chômeurs qui percevaient des allocations d'insertion sont arrivés en fin de droit. C'est-à-dire autant de personnes qui ne figurent plus dans les statistiques du chômage, mais qui n'ont pas nécessairement trouvé un job. **L. G.**

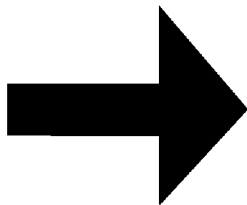


Intégration sociale

De plus en plus de minimexés

Le revenu d'intégration sociale (RIS), c'est ce qui reste quand on a tout perdu. Et ceux qui ont tout perdu sont de plus en plus nombreux. Les bénéficiaires du RIS (anciennement minimex) ont augmenté de 12,4% en 2015, par rapport à 2014. Début 2016, 116 146 personnes touchaient chaque mois le RIS. Une augmentation que l'on constate dans les trois Régions du pays, mais qui se reflète plus fortement au Sud du pays: +9,4% en Flandre, 8,6% à Bruxelles et +16,5% en Wallonie.

Selon le SPP Intégration sociale, cette hausse du nombre de bénéficiaires du RIS s'explique, d'une part, par la crise économique qui perdure, et, d'autre part, par la réforme des règles du chômage et les exclusions des allocations d'insertion. Les opposants aux durcissements successifs des règles du chômage (décidés par les gouvernements Di Rupo et Michel) avaient annoncé un transfert massif de l'Onem (Office national de l'emploi) vers les CPAS. Cela s'est vérifié dans tout le pays, mais surtout en Wallonie, qui compte à elle seule près des deux tiers des exclus du chômage. **L. G.**



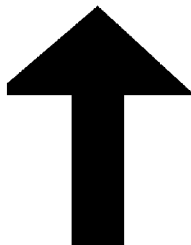
Croissance économique

Morne conjoncture et inflation préoccupante

Les projections économiques livrées en juin par la Banque nationale (BNB) ne sont guère optimistes pour la croissance en 2016. Celle-ci s'établirait à 1,3%, soit à un taux inférieur de 0,2% à la moyenne de la zone euro. Une performance en demi-teinte que les analystes de la BNB attribuent au climat d'insécurité et aux attentats de Bruxelles. Ces facteurs externes devraient peser encore sur l'activité dans les mois à venir. Mais l'économie nationale a pu limiter la casse grâce à une dynamique de reprise de la croissance enregistrée fin 2015 et qui devrait se reproduire en 2017 et 2018.

Par contre, un phénomène inquiète.

Celui de l'inflation, particulièrement haute chez nous. La hausse des prix, qui flirterait avec les 2% à l'horizon 2018, est exceptionnelle au niveau européen car liée à certaines mesures fiscales (hausse des accises et hausse de la TVA sur l'électricité) prises par le gouvernement. *"Ce constat réduit les retombées positives engendrées par l'amélioration de la compétitivité et de l'emploi sur la croissance"*, prévient la BNB. Non maîtrisée, l'inflation pourrait réduire les effets bénéfiques des réformes du gouvernement en matière de coûts du travail puisque le mécanisme d'indexation des salaires, basé sur l'évolution des prix, est réactivé. **M. Co.**

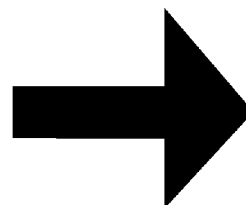


Dépenses publiques

L'Etat dépense moins

Le constat généralement admis en Belgique est que la hauteur des dépenses publiques est trop élevée en regard du service rendu aux gens. Deux attitudes sont alors possibles : améliorer la qualité des services publics pour un même niveau de dépenses; ou diminuer les dépenses sans affecter les services à la population. Le gouvernement Michel (et, avant lui, Di Rupo) tente la troisième voie : faire mieux avec moins. Pour le "mieux", on laissera majorité et opposition s'écharper sur la question.

Concernant le "moins", le bilan est positif. Selon les chiffres d'Eurostat (l'institut de statistiques européen), le niveau des dépenses publiques en Belgique (tous les niveaux de pouvoir confondus) est passé de 55,1% du PIB en 2014 à 53,9% en 2015. Soit une baisse de 1,2 point de pourcentage; bien plus que la diminution de 0,7 point réalisée sous l'ère Di Rupo entre 2012 et 2014. Cela dit, trois éléments tempèrent ce bon résultat. Un : la croissance retrouve un peu de couleurs depuis deux ans, ça aide, puisque si le PIB augmente, cela améliore le ratio par rapport aux dépenses publiques. Deux : on est très loin du niveau des dépenses de 2006-2007 (environ 48% du PIB). Enfin, trois : la Belgique reste un mauvais élève de la classe européenne, dont la moyenne avoisine les 48%. **A. C.**



Déficit public

L'équilibre sera difficile à atteindre en 2018

Après la crise financière de 2007, le gouvernement a dû renflouer les banques à coup de milliards d'euros. Il a ainsi creusé le déficit public et, par conséquent, la dette. Cette dernière représentait 106% du PIB belge en 2015. Le déficit atteignait, lui, -5,1% du PIB en 2009. Le gouvernement Di Rupo l'a ramené à -3,1% en 2014, selon la Banque nationale. Et l'équipe Michel a soldé les comptes 2015 à -2,6%.

Si l'on se fie aux objectifs européens, la résorption du déficit public est trop lente. En 2013, la Belgique avait promis à la Commission européenne de retrouver l'équilibre budgétaire en... 2016. Aujourd'hui, elle vise 2018 en ce qui concerne les seules dépenses structurelles (hors dépenses ponctuelles). Et la cible sera difficile à atteindre. Le comité de monitoring a indiqué qu'un effort d'1,3 milliard serait encore nécessaire cette année-ci, et de 1,1 milliard d'euros supplémentaires pour 2017. La probabilité d'un nouveau report de l'équilibre est dès lors de plus en plus élevée. Ce n'est pas illogique. On considère qu'un nouveau train drastique de réductions des dépenses publiques et/ou de hausses des taxes étranglerait la relance économique et retarderait encore davantage le retour à l'équilibre. Soit exactement le contraire de l'effet recherché. **A. C.**